



IMPACTS DE LA CRISE CLIMATIQUE ET LA POLLUTION ENVIRONNEMENTALE ASSOCIÉE À L'EXPLOITATION MINIÈRE SUR LES FEMMES AGRICULTRICES DU PLATEAU DE KIPUSHI

Août 2023

**GLOBAL FUND FOR
WOMEN**



The Oil Mines Governance Center (OMGC)

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
RECOMMANDATIONS	6
REMERCIEMENTS	7
I. INTRODUCTION GÉNÉRALE	8
1.1 Contexte de l'étude	8
1.2 Justification de l'étude	9
1.3 Objectifs de l'étude	11
1.4 Choix du plateau de Kipushi	12
1.5. Méthodologie	12
1.6 Présentation de la zone d'enquêtes et de la population cible	15
2. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE	17
2.2 Analyse des effets de changement climatique	18
2.1.1 Les impacts du changement climatique sur les femmes	20
2.1.2 Les défis et opportunités du changement climatiques	22
2.3 Impact du programme du gouvernement provincial du haut-Katanga sur la politique des villages agricoles	24
Difficultés rencontrées	27
CONCLUSION	28
A PROPOS THE OIL AND MINES GOVERNANCE CENTER (OMGC)	29

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette étude préliminaire évalue les impacts de la crise climatiques et la pollution environnementale associée à l'exploitation minière sur les femmes agricultrices du plateau de Kipush. L'étude met en relief les impacts induisent par les effets du changement climatique et la pollution environnementale associée à l'exploitation minière sur la perte généralisée des récoltes et des revenus de subsistance pour les femmes.

Les femmes sont aux prises, d'un côté, face aux effets à la crise climatique, et de l'autre côté, l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement. Elles sont disproportionnément et doublement touchées par la crise climatique et la pollution des eaux, de sols et de l'air causées par les activités extractives des sociétés minières. Elles n'ont ni d'accès aux instances de prise d'importantes de décisions, à la technologie, ni au renforcement de leurs capacités en vue de s'adapter et de faire face aux impacts du changement climatique.

L'étude également révèle que les conditions météorologiques imprévisibles telles que

les sécheresses prolongées et les pluies torrentielles et l'incapacité des femmes à s'y adapter amplifier les impacts. En conséquence, de nombreuses femmes agricultrices, en particulier les femmes chefs de ménage et les femmes plus âgées font face à une insécurité alimentaire chronique par manque d'alternatives pour subvenir aux besoins de leur famille. Le secteur agricole constitue la source principale des revenus pour les femmes dans les milieux ruraux.

En outre, les femmes sont marginalisées et exclues des processus de conception et d'exécution des programmes de subventions agricole du gouvernement provincial. L'accès limité et non équitable des femmes agricultrices aux subventions du gouvernement provincial limite gravement leur capacité de résilience et d'adaptation aux effets du changement climatique.

Ainsi, l'étude souligne la nécessité pour les acteurs, en particulier, les pouvoirs publics à l'échelle nationale à prendre les mesures urgentes afin de renforcer les capacités de résilience de femmes. Ces mesures comprennent le renforcement de

capacité des femmes, l'accès aux crédits et aux technologies, y compris l'accès à une information météorologique fiable.

Par ailleurs, l'étude note également une pollution environnementale causée par les opérations minières rendant les impacts climatiques plus aiguë sur les femmes. Une gestion plus optimale de l'environnement minier s'impose pour stopper la pollution des sols et de cours à grande échelle, tandis que les sociétés minières responsables de la pollution devront être tenues redevables.

En parallèle à cette étude, des actions de

plaidoyer ont été menées pour sensibiliser les décideurs politiques et la société civile sur l'importance de soutenir les femmes dans leurs efforts d'adaptation aux effets du changement climatique.

Enfin, le rapport appelle d'une part, à la synergie des actions de toutes les parties prenantes dans la formulation des réponses visant à favoriser la résilience des femmes en vue de favoriser la résilience des femmes et agir contre l'injustice climatique, et d'autre part, engager les décideurs aux niveaux national et les dirigeants des sociétés privées à appuyer les actions alternatives.

RECOMMANDATIONS

Aux ministres de l'agriculture pêche et élevage du gouvernement central et provincial

Renforcer la surveillance et la recherche, investir dans la surveillance et la recherche pour mieux comprendre les effets du changement climatique,

- Élaborer et mettre en oeuvre des politiques promouvant la justice climatique dans le domaine agricole où des millions femmes rurales y tirent des revenus de subsistance,
- Renforcer les capacités institutionnelles sur la planification stratégique, l'élaboration de politiques et la mise en

oeuvre de programmes d'adaptation,

- Appuyer financièrement les coopératives agricoles,
- Mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur les enjeux du changement climatique et leurs mesures d'adaptation,
- Impliquer les communautés rurales et spécialement les femmes dans la planification et la mise en oeuvre d'initiatives d'adaptation aux changements climatiques.

Aux bailleurs des fonds, Fondations, organismes internationaux et locaux

- ◆ Accroître les engagements financiers envers les projets qui visent renforcé la résilience et la capacité des femmes,
- ◆ Promouvoir la participation des femmes et des hommes dans la planification et la mise en place des mesures d'adaptation,
- ◆ Renforcer la résilience climatique des agriculteurs en fournissant des

ressources financières, techniques et de formations,

- ◆ Soutenir la mise en place de services agricoles climato-intelligents, tels que les systèmes d'alerte précoce, les prévisions météorologiques, les conseils agronomiques, etc.



REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude premièrement au Fonds Mondial pour les Femmes pour leur soutien financier généreux à cette étude. Grâce à leur financement, nous avons pu mener des actions pour arriver à l'aboutissement de cette recherche.

Nos sincères remerciements s'adressent également à Maitre Grace TSHOMA NUMBE, la Directrice exécutive de OMGC qui a orienté la mise en oeuvre de ce projet jusqu'à l'élaboration de présente étude.

Nous exprimons également notre gratitude aux autorités politico-administratives du Territoire de Kipushi dont l'assistance a été cruciale dans la réalisation de cette étude.

Nous tenons à remercier enfin tous les personnels d'OMGC qui ont fait preuve d'une conscience exceptionnelle digne d'éloge.

Avec appui financier de :

**GLOBAL FUND FOR
WOM=N**

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE

1.1 CONTEXTE DE L'ÉTUDE

La crise climatique est l'un des plus grands défis du XXI^e siècle. Elle constitue une menace sans précédent pour la sécurité alimentaire et les revenus de subsistance pour les populations rurales marginalisées et très dépendantes du secteur agricole. D'après les résultats du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les populations qui sont déjà les plus vulnérables et les plus marginalisées seront les plus touchées. Dans les régions urbaines, 40% des ménages les plus pauvres ont une femme pour chef de famille.

Le dérèglement climatique touche plus durement les plus pauvres, qui contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre. Selon le rapport de OXFAM sur « **la pauvreté dans le monde n'est pas une fatalité** », les changements climatiques feront basculer plus de 130 millions de personnes dans la pauvreté au cours des dix prochaines années et généreront plus de 200 millions de migrants climatiques d'ici 2050. Selon une chronique de l'Organisation des Nations Unies sur les femmes dans le

contexte des changements climatiques, publié en 2019, il est de plus en plus évident que les femmes sont les plus vulnérables en grande partie parce qu'elles représentent la majorité des pauvres dans le monde et dépendent davantage des ressources naturelles menacées par les changements climatiques .

Les femmes sont au carrefour des défis engendrés par la crise climatique et la pollution environnementales. Elles sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique : elles représentent 80 % des personnes déplacées par les urgences climatiques.²

La vulnérabilité des femmes aux changements climatiques résulte de plusieurs facteurs sociaux, économiques et culturels, y compris la faible représentation des femmes dans les instances clefs de prise de décisions relatives à la gestion de la crise climatique. Sur le 1,3 milliard de personnes vivant dans des conditions de pauvreté dans le monde entier, 70% sont des femmes. Dans les régions urbaines, 40% des ménages les

¹ <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/la-pauvreté-dans-le-monde/>

² <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-femmes-dans-le-contexte-des-changements-climatiques>

plus pauvres ont une femme pour chef de famille. Alors que les femmes jouent un rôle clé dans la production alimentaire mondiale (50 à 80%), elles détiennent moins de 10% des terres selon Institut National de la Statistique de la RDC, 10 juin 2022³.

En effet, l'exploitation minière expose les populations et l'environnement à des risques croissants des contaminations des sols et des cours d'eaux amplifiant les effets de la crise climatique sur des communautés rurales et périurbaines pauvres.

La pollution des cours d'eau, par exemple par l'utilisation de substances chimiques pour l'exploitation minière ou le déversement de déchets industriels, affectent ainsi directement les populations, particulièrement dans les zones urbaines et périurbaines avec un impact extrêmement important sur les populations qui s'abreuvent de ces eaux et se nourrissent des poissons y vivant ainsi que celles qui mènent les activités agricoles⁴.

D'après le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PUND), de différents effets du changement climatique dus aux activités des entreprises minières remarqués en RDC et aux auxquels fait face le

secteur agricole entraînent l'augmentation des températures moyennes annuelles de l'air, des sécheresses saisonnières plus fréquentes et plus longues, accompagnées des incrustations des épisodes sèches en pleine saison des pluies⁵.

1.2 JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

La République démocratique du Congo est connue pour ses immenses ressources naturelles. Sa région de l'ex-grand Katanga regorge particulièrement d'importants gisements stratégiques de cuivre et cobalt à haute teneur, et des minéraux associés tels que, le zinc, le plomb, etc.

Parallèlement à sa vocation minière, la région minière du Haut-Katanga dispose d'un potentiel agricole. Les récentes études menées depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont montré que le potentiel agricole du Haut-Katanga est loin d'être nul.

La Province du Haut-Katanga possède de terres arables, des pâturages et d'importants plans d'eau (+ de 5 346 km²/41,2 km³ d'eau) pour les activités agricoles⁶. Cependant, l'agriculture n'a pas véritablement émergé au fil du temps et la province a été très dépendante de la Zambie et les autres les pays voisins.⁷⁻⁸

³ <http://www.observaction.info/genre-et-changement-climatique/le-femmes-dans-le-contexte-des-changements-climatiques/>

⁴ <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/cline.pdf>, consulté le 20 décembre 2023.

⁵ <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgk326/files/migration/cd/UNDP-CD-LIENS-ENTRE-ENVIRONNEMENT-PAUVRETE-ET-CC.pdf>

⁶ [https://caid.cd/?page_id=12022#:~:text=L%C3%A9%20Haut%2DKatanga%2C%201,2%20Km3%20d'eau\),https://caid.cd/?page_id=312](https://caid.cd/?page_id=12022#:~:text=L%C3%A9%20Haut%2DKatanga%2C%201,2%20Km3%20d'eau),https://caid.cd/?page_id=312)

⁷ <http://ijmcr.com/analyse-de-la-dependance-alimentaire-aux-importations-des-menages-dans-trois-communes-de-la-ville-de-lubumbashi-rdc/>

⁸ <https://information.tv5monde.com/afrique/rdc-la-dependance-agricole-du-katanga-4483>

Le plateau de Kipushi était réputé le grenier de la province en raison de l'intensité des activités agricoles qui s'y déroulaient et de sa production qui approvisionnait la ville de Lubumbashi, alors chef-lieu de la province du Katanga. Les femmes y cultivent principalement le maïs, le manioc, la patate douce, l'arachide et les haricots etc.

Par contre, la crise climatique et la libéralisation du secteur minier aux capitaux privés ayant intervenu en 2002 ainsi que le développement des projets miniers industriels dopés par la demande globale des métaux de base a porté un coup dur à un secteur agricole agonissant, provoquant l'exode des petits agriculteurs vers l'exploitation minière artisanale jugée plus rentable.

En dépit de ce qui précède, l'agriculture demeure une source des revenus et d'approvisionnement en denrées. La population locale résiliente et sans alternatives, constituées principalement des femmes ont maintenu les activités agricoles dans le plateau. On compte à ce jour plus de 600 coopératives agricoles regroupant les femmes dans le plateau de Kipushi et ses environs. Plus globalement, les activités agricoles sont une source de revenus de subsistance pour les femmes. Selon

l'inspection de développement rural du territoire de Kipushi, 80% des femmes de la cité de Kipushi dépendent de l'agriculture.⁹

L'agriculture se fait essentiellement sur brûlis, utilise de petites exploitations et reste largement tributaire de différentes implications et variations du climat. Les femmes représentent la part la plus importante de la population qui dépend davantage des ressources naturelles menacées par les changements climatiques, en l'occurrence les terres. Une étude de la Banque Mondiale de 2021 a estimé à 62 % le nombre de femmes qui dépendent de l'agriculture en République démocratique du Congo de manière générale¹⁰.

Dans la province du Haut-Katanga, les gouvernements provinciaux qui se sont succédé depuis 2000 ont manifesté un regain d'intérêt. En septembre 2019, cinq villages agricoles représentant dix mille à quinze mille ménages ruraux, avec un potentiel de trente mille hectares cultivables ont été appuyé dans la province à l'issue d'une table ronde sur l'agriculture organisée par le gouvernement provincial¹¹.

Ce programme consacrait les subventions des ménages sous certaines conditions pour stimuler la culture de maïs.

⁹ Yav SANKAMBI, Inspecteur du développement rural du Territoire de Kipushi, lors d'un entretien à kipushi, le 09 septembre 2023,

¹⁰ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>

¹¹ <https://www.makanisi.org/rdc-haut-katanga-devenir-autosuffisant-en-mais/>

Cependant, les ambitions du gouvernement provincial et des agriculteurs sont butées aux externalités inhérentes au changement climatique. La perturbation sans précédent des saisons affecte les campagnes agricoles, compromettant toute perspective de relance durable du secteur agricole. La campagne agricole 2021- 2022 a été particulièrement affectée par les effets de changement climatique. La tombée tardive et la fin précoce inédite des pluies dans la province rendent l'activité agricole plus ardue, couteuse et moins rentable.

Les femmes sont aux prises, d'un côté, face aux effets à la crise climatique, et de l'autre côté, l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement. Elles sont disproportionnément et doublement touchées par la crise climatique et la pollution des eaux, de sols et de l'air causées par les activités extractives des sociétés minières. Elles n'ont ni d'accès aux instances de prise d'importantes de décisions, à la technologie, ni au renforcement de leurs capacités en vue de s'adapter et de faire face aux impacts du changement climatique.

Alors que des adaptations et des mesures appropriées sont plus que nécessaires pour juguler les externalités induites par le changement climatique, les pouvoirs publics traînent à prendre des mesures dans le sens de garantir aux femmes un accès égal aux

ressources productives, et en particulier aux financements, aux terres, à l'eau et à des énergies propres et voir même les intrants agricoles dont elles ont plus que besoin.

La compréhension systématique de défis auxquels les femmes agricultrices de Kipushi se heurtent fait défaut. Très peu d'études actualisées abordent la dimension de l'impact de la crise climatique sur les femmes.

C'est ce rapport répond à ce besoin. L'étude se veut, d'une part, une contribution devant améliorer la compréhension des défis qu'impose la crise climatique sur les femmes agricultrices du plateau de Kipushi, et d'autre part, un document de plaidoyer visant à mobiliser les décideurs publics, acteurs du secteur privé et institutions internationales en faveur des femmes disproportionnément affectées par la crise climatique.

1.3 OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

La présente étude visait à cerner et à décrire l'impact de la crise climatique et l'impact de la pollution associée au développement des projets miniers à grande échelle sur les femmes. Le but ultime étant de conscientiser les décideurs à toutes les échelles et à mobiliser l'opinion publique autour de l'impact de la crise climatique ainsi que l'urgence de renforcer les capacités de résilience des femmes. Plus spécifiquement,

l'étude dresse une cartographie d'impacts des changements climatiques sur les femmes agricultrices dans le plateau de Kipushi. Le rapport met à la portée des autorités des informations susceptibles d'informer la prise des mesures requises en vue de favoriser l'accès des femmes aux ressources nécessaires pour leur adaptation aux changements climatiques.

En outre, les conclusions de l'étude peuvent informer les actions programmatiques en faveur des femmes disproportionnément touchées à la fois par les changements climatiques et la pollution des sols, des cours d'eaux par les opérations minières à grande échelle. *Enfin, les conclusions de l'étude informent les actions d'OMGC visant à promouvoir le droit des réponses nationales et mondiales adéquates.*

1.4 CHOIX DU PLATEAU DE KIPUSHI

Le choix du plateau de Kipushi a été dicté par la nature historique de l'activité agricole qui se déroule dans la zone. Depuis la nuit de temps, le plateau Kipushi est réputé pour ses terres fertiles et sa production agricole légendaire.

Cependant, depuis un temps, et plus particulièrement, depuis la libération des activités minières en 2002, il s'observe une diminution ostensible des activités agricoles

dans le plateau. En outre, le plateau abrite un nombre significatif des coopératives agricoles des femmes qui y exercent. Aux facteurs ci-dessus s'est ajouté la facilité logistique entre la ville de Lubumbashi et Kipushi permettant à l'équipe de faire de va et vient et d'approfondir la compréhension des défis. Par ailleurs, Kipushi est affecté par les opérations d'extraction minière induisant un paysage parfait de cerner la complicité d'impacts de la crise climatique et de la pollution sur le secteur agricole.

De ce qui précède, le plateau de Kipushi s'est avéré un site par excellence pour expérimenter l'impact de la crise climatique sur les femmes. .

1.5 MÉTHODOLOGIE

La réalisation de l'étude a débuté par une revue documentaire sur le sujet faisant l'objet de la recherche. Celle-ci a été suivie par l'étape de descentes de terrain afin de palper du doigt les impacts du changement climatique sur l'agriculture et les défis auxquels les femmes font face dans ce domaine.

L'équipe d'OMGC a organisé plusieurs descentes des terrains dans le plateau de Kipushi au cours desquelles l'équipe a appliqué le questionnaire auprès des femmes et les responsables de services



Photo de famille prise lors de l'atelier de sensibilisation du 09 septembre 2023

publics du territoire de Kipushi en charge de l'agriculture et de la protection de l'environnement. Pour guider les entretiens, un questionnaire a été élaboré et appliqué lors des entretiens. L'équipe a fait le choix d'une approche qualitative en appliquant le questionnaire sur 50 femmes agricultrices.

L'équipe a utilisé un questionnaire semi-structuré qui a été appliqué en deux étapes : (i) La première a consisté en une pré-enquête pour ajuster le questionnaire au niveau intellectuel des femmes et pour identifier les répondants potentiels ; (ii) la deuxième était l'enquête proprement dite menée auprès des femmes, suivie par des visites organisées sur des champs des plantations afin d'approfondir la compréhension des défis opérationnels et des besoins y afférents.

Les données issues de l'enquête ont été encodées sur Excel et le logiciel SPSS 21 a

été utilisé pour l'établissement des rapports des tableaux qui ont servi à l'analyse des données. Il est à noter que les entretiens ont particulièrement ciblé les femmes dirigeantes de coopératives agricoles.

Considérant, le faible niveau de connaissance sur les changements climatiques et les notions connexes et la nécessité d'une participation informée des femmes à l'étude, l'étape des entretiens a été précédé par l'organisation en date du 09 septembre 2023, d'un atelier de mise à niveau des femmes affectées.

Les femmes ont été mise à niveau sur les notions relatives au changement climatique, les techniques—mesures d'adaptation aux aléas de changements climatiques tels que la sécheresse due à l'insuffisance des pluies, la

diversification des cultures et le respect du temps de culture, la lutte contre les Chenilles légionnaires. Au total de 32 personnes dont 28 femmes et 4 hommes ont bénéficié cette session de formation. L'étude a été menée entre la période allant du mai 2022 et mai 2023.

Les femmes ont également été renforcées en connaissance sur la qualité du sol à cultiver, la qualité des semences à semer et les autres intrants, la politique agricole du gouvernorat provincial, l'octroi des subventions et la modalité de remboursement en maïs-grain.



Débout, la formatrice LYDIANNE NABAMI, Présidente du Conseil d'administration de la Coopérative agricole et Elevage (COOPEGEL) basée à Haut-Katanga et assise **Grace TSHOMA**, Directrice Exécutive de OMGC pendant la formation à Kipushi.



Les photos précédentes sont tirées pendant les enquêtes des terrains, ces photons montrent les conditions difficiles pour accéder aux différents projets agricoles des femmes.

1.6 PRÉSENTATION DE LA ZONE D'ENQUÊTES ET DE LA POPULATION CIBLE

Chef-lieu du territoire portant son nom, la cité de Kipushi partage la frontière avec la République de la Zambie qui est à l'extrême gauche de la figure ci-dessous. Kipushi est située à environ 30 kilomètres de la ville de Lubumbashi, le chef-lieu de la Province du Haut-Katanga.

Le territoire de Kipushi est généralement une forêt claire, le couvert végétal est peuplé en majorité par des espèces de familles de graminées et de légumineuses avec un sol sablo-argileux contenant une grande partie de la forêt claire dite « forêt claire de Miombo ».

Le territoire de Kipushi partage la frontière avec trois territoires de la province du Haut-Katanga (Kambove, Kasenga et Sakania) permettant d'importants échanges frontaliers et locaux, et offrant d'opportunités d'échanges économiques et financiers aux opérateurs économiques qui s'y lancent.

L'agriculture constitue actuellement une source de revenu pour la majorité des femmes de Kipushi, suivie des activités minières artisanales où une minorité des femmes y travaille. Par contre, un petit nombre de la population survit grâce aux petits commerces et à la production du

charbon de bois. L'agriculture est dominée par la culture du maïs évaluée selon la statistique de la Province à près de 1,681 million de tonnes de maïs par an¹².

Cependant, le rendement annuel en tonne de maïs est devenu très faible à cause l'improductivité de terres agricoles.

Selon les statistiques du gouvernorat, la production de la province s'est élevée, en 2020, à 231 258 tonnes de maïs, dont la moitié proviendrait des grandes fermes, pour des besoins évalués à près de 1,681 million de tonnes¹³.

Le déficit agricole résulte de la vocation minière de la province qui a détourné une partie des habitants de l'agriculture.

Pourtant, les sols arables ne manquent pas. Dans le Territoire de Kambove, les sols sont argileux et la vallée de la Lufira est très propice à l'agriculture.

Le déficit en maïs est comblé par des importations, essentiellement sous forme de farine de maïs, en provenance de la Zambie, parfois de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie. La province pourrait compter sur les provinces voisines telles que le Haut-Lomami et le Tanganyika, deux zones de production de la céréale. Mais par manque d'infrastructures routières de qualité, les échanges sont limités entre ces provinces et le Haut-Katanga.

¹² <https://www.makanisi.org/rdc-haut-katanga-devenir-autoffisant-en-mais>, (consulté le 02 Janvier 2024)

¹³ <https://www.makanisi.org/rdc-haut-katanga-devenir-autoffisant-en-mais>, paragraphe 3

En dehors de l'agriculture, les activités minières sont exercées dans le territoire et sont exercées principalement par bon un nombre d'entreprises minières notamment la GÉCAMINES , KICO S.A, MMG KINSEVERE, MO METAL, COTA MINING, GOLDEN MINING, SOMIKA etc.

En outre, le Territoire de Kipushi comprend plusieurs rivières et ruisseaux bénéfiques à la culture vivrière et maraîchère même pendant la saison sèche. Malheureusement, le principal défi de l'agriculture dans ce plateau est la sécheresse et la pollution et des rivières induites par les changements climatiques et les activités d'extraction minière.

En effet, la plupart de cultivateurs ont abandonné l'agriculture à cause notamment de ses improproductivités et du cout élevé de l'activité induit par la crise climatique. Par exemple, les hommes ont fui vers l'artisanat minier pour trouver d'autres moyens de substances, tandis que les femmes y sont contraintes car confrontées aux traditions et cultures sexistes.

En effet, les femmes sont culturellement gardiennes des enfants, et en tant que telles, elles se heurtent à diverses barrières d'exercer une activité dans les sites miniers très mobiles et éloignés de leur milieux d'habitation.

Fig 1. Carte géographique de la cité de Kipushi



***Carte de la situation géographique de Kipushi, en couleur verte
de l'extrême gauche la République de la Zambie***

La figure ci-dessus indique la délimitation entre cité de Kipushi, la ville de Lubumbashi et la République de la Zambie. La cité partage la frontière avec la Zambie.

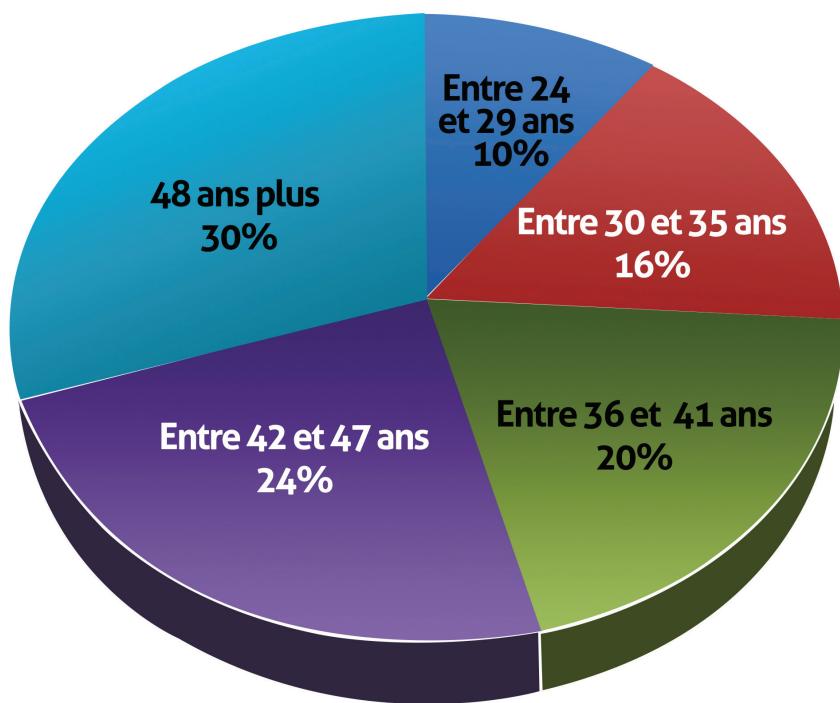
2 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Cette section présente les résultats des enquêtes effectuées sur terrain ainsi qu'une analyse détaillée des effets et implications des changements climatiques sur l'agriculture, l'impact du programme du gouvernement provincial du Haut-Katanga

de village agricole sur leurs revenus des femmes agricultrices du plateau de Kipushi, et les opportunités et les défis y afférents.

La section décrit la répartition des enquêtées selon leur âge et leur état civil.

2.1 FIGURE N°1: RÉPARTITION DES FEMMES SELON LEURS ÂGES



Ce diagramme montre la tendance selon laquelle, les femmes les plus âgées sont majoritaire et par conséquent sont les plus affectées par les effets du changement climatique. Ses femmes sont touchés de manière disproportionnée et ont donc le plus besoin de stratégies d'adaptation pour faire face aux changements climatiques.

Le changement climatique plonge les femmes dans la vulnérabilité, elles manquent de quoi mangé ou scolariser leurs enfants. Les femmes agricultrice de kipushi tire leur revenus de leurs activités agricole, c'est-à-dire qu'elles dépendent entièrement de ces activités pour la création d'un revenu qui couvrirait leurs besoins

primaires tel que se vêtir, scolariser leurs enfants et prendre soin de leur propre santé physique à cas de maladie. Le changement climatique a entraîné une diminution nette des rendements agricoles et une perte de revenus tiré du secteur.

Ces femmes sont majoritairement veuve, divorcé et chef de ménage, par conséquent elles n'ont ni partenaire d'appui ni de revenus alternatifs et n'ont pas d'autre source de revenu, raison pour laquelle est restent pleinement dans l'agriculture.

Le constant montre également que, les femmes ont moins d'accès que les hommes aux ressources, telles que la terre agricole, les crédits, les intrants agricoles, les structures de prise de décision, la technologie, la formation et les services de vulgarisation qui renforcerait leurs capacités à s'adapter aux changements climatiques.

Une deuxième raison est que, ses femmes n'ont plus beaucoup d'énergie pour migrer vers les activités minières artisanales qui demande une énorme force physique et des revenus pour supporter des puits artisiaux.

2.2 ANALYSE DES EFFETS DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Pour mieux appréhender les impacts de changements climatiques sur les femmes, l'équipe OMGC a effectué les analyses en fonction des catégories de femmes selon les critères de femmes chef de ménage, femmes mariées et célibataires tel que repris dans le tableau ci-dessous .

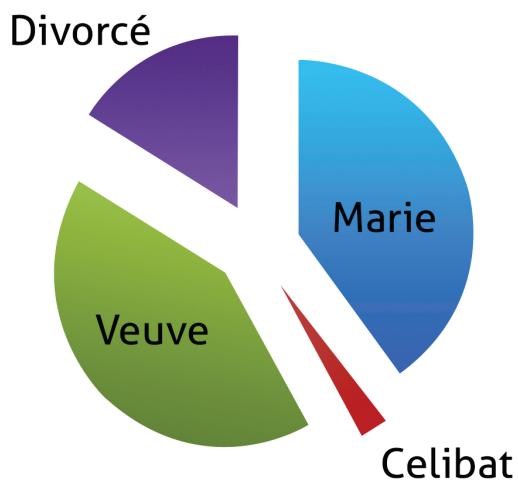
Tableau 1. Répartition des femmes selon leur état civil

Catégorie des femmes ciblées par l'étude		Effectifs	Pourcentage (%)
50 femmes	Marié	20	40%
	Célibat	1	2%
	veuve	21	42%
	Divorcé	8	16%
	Total	50	100%

Le tableau suggère que les femmes veuves et divorcés, c'est-à-dire les femmes chefs de ménages tel que décrit ci-dessus représente 58 %, cela traduit non seulement leur dépendance mais aussi leur vulnérabilité vis-à-vis aux effets du changement climatique.

FIG N°2 : RÉPARTITION DES FEMMES SELON LEURS ÉTATS CIVILS

RÉPARTITION DES FEMMES EN SECTORIEL SELON LEURS ÉTAT CIVIL



Le résultant de ce diagramme démontre que les femmes chef des ménages veuves et divorcés sont les plus actives dans le secteur. Comme dit précédemment, ces femmes dépendent de l'agriculture comme source des revenus et qu'elles constituent la catégorie la plus concernée par les effets de changements climatiques.

En d'autres termes, elles sont chefs de ménage, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas un partenaire qui peut combler les besoins de la famille tel que la nourriture, le soin de santé et la scolarisation de leurs enfants. Enfin, l'agriculture est pour elles à la

fois pourvoyeuse de la nourriture pour leurs familles et une source exclusive de génération des revenus.

L'analyse suggère les impacts de la crise climatique sont relativement moins accentués chez les femmes mariées dont les maris contribuent aux charges de ménages comparées aux femmes chefs de ménage. Tel qu'évoqué ci-dessus, il est donc essentiel de prendre en compte leurs besoins spécifiques dans les politiques et les programmes d'adaptation au changement climatique afin de renforcer leur résilience et leur capacité à faire face à ces défis.

La formulation des politiques et des mesures d'adoptions devront nuancée pour pouvoir renforcer leur efficacité.

En dépit de cette situation décrite ci-dessus, les pouvoirs publics, en particulier la province tente de renforcer les capacités résilientes des agriculteurs, en ce compris les femmes. La section ci-dessous fournit un aperçu sommaire de la politique du gouvernement provincial en la matière ainsi qu'une analyse succincte de ses impacts sur les femmes.

2.1.1 LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES FEMMES

Les impacts du changement climatique sur les agricultrices du plateau de Kipushi sont gravissimes. Les femmes doivent non seulement lutter contre les conséquences négatives de la crise climatique mais également contre l'impact des activités minières sur leur activité agricole. Il faut commencer par décrire les impacts de la crise climatique, suivra l'impact de la pollution minière telle qu'introduite ci-dessus.

Indépendamment de la crise climatique, les femmes pratiquaient l'agriculture de maïs pour générer des revenus de subsistances et

nourrir leur famille. Cependant, la libération du secteur aux capitaux privés et la rué des entreprises minières a induit des impacts significatifs sur l'environnement. Les cours d'eaux et le sol contaminés par des produits chimiques toxiques rendent le recours aux engrains incontournable, et donc, l'activité agricole plus ardue.¹⁴

Selon Justice et paix, la pollution ne date pas d'hier. A Kipushi, à une trentaine de kilomètres au sud de Lubumbashi, la savane arborée s'efface au profit d'une bande désertique de 3 km² à l'endroit où se déversaient les rejets acides d'une ancienne exploitation de la société minière publique congolaise (Gécamines)¹⁵.

De plus, l'industrie minière utilise d'énormes quantités d'eau. Non seulement cette situation provoque la pénurie et accentue la sécheresse dans les champs, mais également, les eaux usées comportent d'importants éléments chimiques nuisibles qui compromettent leur utilisation à la culture¹⁶.

L'exploitation minière industrielle et voir même artisanale génère par ailleurs d'importants dégâts sociaux et environnementaux. L'exploitation des

¹⁴ <https://desknature.com/2020/10/01/haut-katanga-les-entreprises-minieres-continuent-encore-de-polluer-des-rivieres-kipushi>

¹⁵<https://www.justicepaix.be/wp-content/uploads/2022/09/Annexe-7-Les-consequences-de-l-exploitation-des-ressources-Articles-de-presse.pdf>

¹⁶ <https://www.hatch.com/fr-CA/About-Us/Publications/Blogs/2020/06/Sustainable-water-management-in-mining-a-global-imperative>

minerais se traduit par une pollution des eaux dont dépendent les populations locales, au prix de leur santé. Les populations vivant à proximité des sites miniers sont ainsi condamnées à en subir les conséquences environnementales et sanitaires sans pouvoir en tirer des bénéfices sociaux.¹⁷

Ainsi, les femmes de Kipushi se retrouvent dans une situation précaire, où elles luttent pour subvenir aux besoins de leur famille tout en faisant face aux effets dévastateurs du changement climatique et de l'exploitation minière. Comme déjà dit, le changement climatique a entraîné une diminution des rendements agricoles, obligeant des nombreuses femmes à faire face à une perte de revenus importante tirés de l'agriculture. Cette situation a exacerbé leur vulnérabilité économique et les a poussées à rechercher comment réduire leur modèle de vie.

Les informations collectées soulignent que, les ménages prenaient régulièrement deux (02) à trois (03) repas le jour avant le déclenchement de changement climatique, détérioration le dérèglement climatique marqué par les sécheresses longues, la participation des pluies et l'arrivée des chenilles sauvages. A ce jour, la plus de ménages qu'une seule fois le jour, et très tardivement dans la nuit. De même, la

scolarité ne suit plus le rythme régulier. Pour les femmes qui jadis parvenaient à scolariser seules leurs enfants jusqu'au degré universitaire ne sont plus en mesure de le faire. Les conséquences sont sans équivoques. Un bon nombre est déversé dans l'artisanat minier tel l'indique les témoignages ci-dessous.

Une Maman d'une association agricole qui s'est confié à l'équipe a déclaré «.... qu'elle a trouvé une alternative de faire scolariser mes enfants jusqu'au niveau d'obtenir leur diplôme d'école secondaire. Quant à l'université chacun peut chercher les voies et moyens. Pour les enfants qui faisaient autrefois l'école maternelle, il faut maintenant attendre l'âge requis pour que ces derniers commencent directement l'école primaire avec risque de ne pas finir l'année scolaire... ».

A ce propos, une autre femme veuve a déclaré ce qui suit « la scolarité n'est plus la première priorité pour moi, présentement, ma priorité c'est le mangé et les soins de santé ». Par ailleurs les études revient à la deuxième position cela veut tout simplement dire que sa priorité est de cultiver pour trouver quoi en manger et satisfaire certains besoins primaires comme payer la facture d'eau, le loyer ou le soin de santé¹⁸.

¹⁷ <https://www.cncd.be/Pour-une-exploitation-miniere>

¹⁸ Femme veuve interview qui cashe l'anonymat

Un autre défi c'est la perte des terres agricoles productives qui ont conduit à une pression croissante sur les ressources naturelles. L'arrivée des Mining ont contribué à une perte de terre à cultiver, les femmes ont vu leurs espaces donné par le gouvernement congolais aux opérateurs minier sans une compensation ni indemnité. En conséquence, les femmes parcourrent 20 à 30 kilomètre à moto pour trouver des terrains. Malgré leurs efforts, les femmes ne peuvent cultiver qu'en utilisant minimum 8 sacs NPK et 5 sacs d'azote et d'urée par hectare pour espérer une récolte de trente (30) sacs de 50kgs.

Etant donné que le changement climatique a mis les systèmes d'agriculture sous pression, les femmes ont de plus en plus de difficulté sur les prises de décisions sur la gestion de la terre et de l'eau.

Elles ont moins accès que les hommes aux ressources telles que les intrants agricoles, la formation et les services de vulgarisation qui renforceraient leurs capacités à s'adapter aux changements climatiques, elles participent très peu à la prise de décision et sont exclues des projets de gestion de l'environnement et surtout de la politique du gouvernement provincial. Les femmes subissent de pression sur les ressources naturelles (terre à cultiver) et de la nécessité d'adapter leurs moyens de subsistance aux effets dévastateurs des modifications climatiques sur l'agriculture locale.

2.1.2 LES DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DU CHANGEMENT CLIMATIQUES

Cette section décrit les défis et opportunités que la crise climatique induit sur les femmes exerçant l'agricultrice dans le plateau de Kipushi. Les défis du changement climatique dans le domaine agricole du territoire de Kipushi sont énormes, il entraîne une variation des pluies et des précipitations, ce qui rend difficile la planification et la gestion des cultures. Des épisodes de sécheresse prolongée sont souvent constatés et affectent les cultures surtout la culture de maïs qui est une culture dépendante du Territoire.





Photo d'éisodes de sécheresse prolongée

Les températures plus élevées dues au changement climatique affectent la productivité et la qualité des cultures. Certaines cultures telles que le maïs, choux, gombo et le soja sont plus sensibles à la chaleur excessive, ce qui réduit les

rendements. De plus, les températures plus élevées favorisent la prolifération de ravageurs et de maladies des plantes appelé chenille légionnaire sont présent dans la culture de maïs qui est le diamant noir du Territoire.



Photo d'une plante de maïs attaquée par les chenilles légionnaire

2.3 IMPACT DU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU HAUT-KATANGA SUR LA POLITIQUE DES VILLAGES AGRICOLES

En septembre 2019, la province du Haut-Katanga a élaboré sa politique agricole. Elle a organisé une table ronde à l'issue de laquelle elle a défini ses priorités. Il s'agit notamment de cultiver 15.000 hectares de maïs par an pendant cinq ans. Jusque-là, le gouvernement provincial ne produisait annuellement que 200 mille tonnes de cette céréale, alors que les besoins s'élèvent à plus de 800 mille tonnes¹⁹.

Rappelons qu'avant cette politique, la province exigeait aux sociétés minières d'en avoir leurs propres champs, les sociétés fondaient leurs conditions matérielles de reproduction sur l'exploitation de la terre.

D'abord, en 2007 la province a évoquer la question de fonds d'appui au secteur agricole qui n'a pas vu le jour. Ensuite, distribuer une houe à chaque agriculteur comme le prévoyait en 2009 le ministère de l'Agriculture ne suffit pas, pas plus que la mise à disposition de tracteurs qui

¹⁹ <https://magazinelaguardia.info/2023/05/10/haut-katanga-entre-autosuffisance-en-mais-et-forte-demande/>

ne se prêtent pas au travail des parcelles paysannes, généralement trop petites (1 ha). Pour atteindre une taille critique, il eut fallu « rationaliser » la petite exploitation en procédant au regroupement des cultivateurs et des champs.²⁰

Pour pallier aux différentes difficultés rencontrées, la province a créé en 2009 cinq villages agricoles représentant 10.000 à 15.000 ménages ruraux, avec un potentiel de 30.000 hectares cultivables. Les villages agricoles étaient créés dans les territoires de Kipushi, Kasenga, Kambove, Kapolowe et à Sakania. Cependant, le plateau de la cité de Kipushi n'a pas été retenu dans ce programme, le gouvernement n'a pas non plus diversifier les cultures pour prévoir certaines mesures d'adaptation au changement climatique, mais le gouvernement se focalisé sur la culture de maïs.

Selon le magazine la guardia, en 3 ans, le gouvernement du Haut-Katanga attestait avoir appuyé la culture du maïs sur près de 39.000 hectares. En effet, en 2020, le gouvernement provincial a appuyé 13.000 hectares de maïs. Par contre en 2021, son appui en semences et engrains couvrait 11.000 hectares. Cette baisse serait attribuée à la survenance de la pandémie du Covid-19 ayant induit la fermeture des frontières notamment.

Selon le même magazine, en 2022, la province a atteint son objectif de départ, celui de 15.000 hectares. Elle a appuyé la culture du maïs sur 15.000 ha dont 5.000 ha pour les villages agricoles. En contrepartie, les bénéficiaires devraient remettraient 30 % de leur production à la province.²¹

Néanmoins, la production provinciale de cette céréale est encore loin de couvrir les besoins locaux. Pour espérer une bonne production, il serait idéal pour le gouvernement d'appuyer plusieurs villages pour espérer la production pouvant réduire la demande excessive. Au regard de la densité démographique et le niveau d'appui gouvernemental, la province du haut-Katanga devra encore compter jusqu'à ce jour sur l'importation du maïs.

Bien que le Territoire de Kipushi figure dans le programme gouvernemental, notre enquête suggère que les femmes du plateau Kipushi n'ont pas bénéficié les intrants agricole, par contre les femmes de d'autres villages ont bénéficiées de l'appui du gouvernement provincial. Selon la déclaration d'une présidente de la coopérative interview, « le programme n'a pas encore mis en compte l'approche genre dans sa conception et mise en oeuvre ». Elle ajoute « ce programme un caractère discriminatoire pur et simple »²².

²⁰ <https://www.eca-creac.eu/sites/default/files/pdf/2015-07-mpundu-leonard.pdf> page 12

²¹ <https://magazinelaguardia.info/2023/05/10/haut-katanga-entre-autosuffisance-en-mais-et-forte-demande/>

²² Un agriculteur ayant son champ à Kipushi s'est exprimé tout en gardant l'anonymat

Cette situation a significativement défavorisé les femmes du même Territoire qui n'ont pas profité du programme. Par ailleurs, pour d'autres femmes qui ont bénéficié de l'appui du gouvernement, le programme n'a pas prévu un volet de formation pouvant équiper ces dernières sur l'utilisation des engrains et semences.

Nos recherches sur terrain trouvent un cri de larmes des femmes de toutes les associations enquêtées du plateau Kipushi, qui affirmeraient que la politique du gouvernement provincial du village agricole ne trouve sa raison d'être dans le plateau Kipushi, aucune association féminine n'a reçu ni graine de semence, ni un seul sac d'engrais (Azote, phosphore et de potassium). Par contre le pouvoir provincial vient d'étouffer les peu d'efforts fourni par ces dernières en restaurant une taxe dénommé « taxe maïs²³»

Nous notons cependant que, les normes sociales et culturelles dans ce programme limitent l'accès des femmes aux ressources agricoles et aux programmes de développement, les reléguant souvent à des rôles subalternes par rapport aux hommes dans les activités agricoles. Elles sont défavorisées en termes d'accès à la consultation, formation agricole et aux technologies, les privant ainsi

des connaissances et des compétences nécessaires pour participer pleinement aux initiatives agricoles.

Outre que le programme de village agricole limite leur accès à des ressources aux femmes, les politiques conçues de manière à être moins accessibles ou adaptées aux besoins des femmes de Kipushi.

En effet, il y a une exclusion des prises de décisions, les femmes ne sont pas représentées significativement sur la prise de décision. Elles n'ont pas voix au chapitre sur les questions importantes liées au programme agricole, ce qui limite leur capacité à influencer les politiques et les activités qui les concernent. Les privant ainsi des opportunités de développement économique et social offertes par le programme.

Cette situation a énormément marginalisé l'accès des femmes rurales aux subventions car elles moins actives dans les partis politiques. En conséquence, le programme a eu pour effet de renforcer d'avantages les pouvoirs économiques des hommes en rendant les femmes davantage.

Face à ces défis, il est crucial que des mesures soient prises et garantir que toutes les femmes aient un accès équitable aux avantages du programme.

²³ [Haut Katanga/Agriculture: la taxe maïs perçue frauduleusement ?](#)

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les principales difficultés rencontrées lors de cette étude sont :

- ◆ Une forte demande en renforcement de capacité. Trente et deux femmes (32) se sont présentées à la formation plutôt que vingt-deux (22) initialement ciblées.
- ◆ La faible connaissance des femmes sur les notions de changements climatiques dans le contexte de limitation des ressources financières. Cette situation a résulté à l'organisation des sessions de formation supplémentaires en vue d'une mise à niveau sur les notions de base relatives aux changements climatiques et leurs implications sur leurs activités agricoles.
- ◆ Le déficit d'infrastructures et l'inaccessibilité des champs. Cette situation a contraint à ne palper que les réalités des champs les plus accessibles.

CONCLUSION

Cette étude met en relief l'impact induit par les effets du changement climatique et la pollution environnementale associée à l'exploitation minière sur les pouvoirs économiques des femmes exerçant dans le secteur agricole. Les conditions météorologiques imprévisibles telles que les sécheresses prolongées et les pluies torrentielles ont entraîné la perte généralisée des récoltes ces dernières années. En conséquence, de nombreuses femmes agricultrices ont perdu leurs ressources de subsistance et doivent faire face à une insécurité alimentaire

chronique. Le secteur agricole constitue la source principale des revenus pour les femmes dans les milieux ruraux.

L'étude souligne le fait que les femmes les plus âgées et les chefs de ménage sont les plus touchées par les effets du changement climatique par manque d'alternatives pour subvenir aux besoins de leur famille. Elles sont marginalisées et exclues des processus de conception et d'exécution des programmes de subventions agricole du gouvernement provincial.

L'accès limité et non équitable des femmes agricultrices aux subventions du gouvernement provincial, au savoir-faire et l'indisponibilité des informations météorologiques limite gravement leur capacité de résilience et d'adaptation aux effets du changement climatique.

Pour y remédier, il est essentiel de renforcer les capacités des femmes en matière d'adaptation au changement climatique. Cela implique améliorer leur accès équitable aux connaissances techniques et aux ressources, notamment les financements et les technologies appropriées ainsi que l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels liés aux réponses nationales et internationales.

Cette étude préliminaire n'a pas la prétention d'avoir entièrement cerné la problématique du double impact de la crise climatique et la pollution environnementales associée à l'extraction des sociétés minières sur les femmes agricultrices mais elle donne un aperçu des pistes de réflexion susceptibles de stimuler l'engagement des acteurs en faveur de renforcement des pouvoirs de femmes, et en particulier, de façonner la conception des politiques publiques, notamment les programmes de subvention dans le domaine agricole, source principale des revenus pour les femmes dans les milieux ruraux.

A PROPOS THE OIL AND MINES GOVERNANCE CENTER (OMGC)

The Oil Mines Governance Center (OMGC) est une organisation des droits Congolais qui travaille dans le domaine de gouvernance des ressources naturelles. Entre fin 2016 et 2017, l'Organisation a fonctionné en informel comme un groupe de réflexion. En 2018, OMGC a été formellement fondé par trois anciens bénéficiaires du Programme International de Leadership des Visiteurs, Durabilité dans les industries extractives, un Programme du Département d'Etat du Gouvernement des Etats-Unis (Alumni of the United States Department of State, International Visitor leadership program, Sustainability in the Extractive sector).

La mission d'OMGC est de promouvoir des réformes, les pratiques responsables et durables dans l'exploitation des ressources naturelles en agissant contre la gestion des dites ressources. OMGC croit à une gouvernance démocratique et inclusive des ressources naturelles centrée sur les citoyens, respectueuses des normes

environnementales et écologiques, des droits humains, en particulier des droits de femmes.

L'organisation soutient l'émergence d'un leadership décisionnel et des politiques publiques et de pratiques d'entreprises innovants et transformationnels ainsi que l'engagement effectif des citoyens dans le domaine de gouvernance des ressources naturelles et de changement climatique.

OMGC réalise cette mission à travers les analyses, les recherches appliquées, la formation et le plaidoyer, la fourniture de l'assistance technique sur demande des parties prenantes et l'accompagnent des organisations de base, en particulier sur les organisations promouvant les droits de la femme.

Nos domaines d'interventions sont : (1) La gouvernance et la transition énergétique, (2) l'environnement et la justice climatique, et (3) le renforcement des pouvoirs des femmes.



For Sustainability in the Extractive Industry



CONTACT

10B, Avenue Luvua, C/O de Lubumbashi

+243 829 781 977 | +243 814 85 - 882

info@omgc-drc.org

www.omgc-drc.org